

Service Protection de l'Environnement
33, avenue de Romans
B.P. 96
26000 VALENCE

VALENCE, le 06/11/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/10/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SAS AIRPORC

28 avenue du Parmelan
74000 Annecy

Références : SB/2023/ 03410
Code AIOT : 0052600297

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/10/2023 dans l'établissement SAS AIRPORC implanté 1865 route d'Ambonil Quartier Les Queyras et les Bermonts 26800 Étoile-sur-Rhône. L'inspection a été annoncée le 02/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Contrôle réalisé dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle (PPC). Cet élevage relevant de la rubrique 3660-b, il doit être contrôlé tous les 3 ans.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS AIRPORC
- 1865 route d'Ambonil Quartier Les Queyras et les Bermonts 26800 Étoile-sur-Rhône
- Code AIOT : 0052600297
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Élevage porcin naisseur implanté sur la commune d'Étoile-sur-Rhône qui a été repris récemment par la société AIRPORC. Cette ICPE comprend deux sites d'exploitation proches l'un de l'autre, le site des Queyras abritant les truies et leurs porcelets non-sevrés et le site des Bermont qui abrite les cochettes de renouvellement. L'arrêté préfectoral du 21 juillet 2011 de prescriptions complémentaires applicable à cet élevage fixe sa capacité autorisée à 3516 animaux-équivalents dont 874 emplacements de truies. Avec plus de 750 emplacements de truies, cette installation relève de l'autorisation IED sous la rubrique 3660-b.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ♦ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ♦ les observations éventuelles ;
 - ♦ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ♦ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle.

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection n'est pas entrée dans les bâtiments d'élevage. Le contrôle a porté essentiellement sur les documents de maintenance et d'enregistrement ainsi que sur les abords du site. Cet élevage est régulièrement inspecté, l'aménagement et le fonctionnement de cet élevage n'a pas été modifié par le nouvel exploitant. L'inspection a pu constater que la couverture de la fosse externe de stockage du lisier avait été réalisée. La clôture côté sud a été entièrement rénovée et des plantations sont en cours de réalisation.

Il est à noter que l'inspection n'a pas constaté lors du contrôle des abords de bruits ni d'odeurs prégnantes pouvant gêner le voisinage du fait de sa proximité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conformité au dossier d'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3
Thème(s) : Élevage, Dispositions générales
Prescription contrôlée : <i>L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'autorisation.</i>
Constats : conforme
Observations : Le site d'élevage anciennement exploité par la société PROVENT, a été repris depuis le 17 août 2022 par la société AIRPORC. Son siège social est basé à Annecy. Le nouvel exploitant n'a pas apporté de modification significative au site existant au niveau structurel et du fonctionnement.

N° 2 : Intégration de l'installation dans le paysage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6
Thème(s) : Élevage, Dispositions générales
Prescription contrôlée : <i>L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage.</i>
Constats : globalement conforme
Observations : Une entreprise est en train de réaliser des plantations le long de la clôture côté sud qui vient d'être entièrement renouvelée.

N° 3 : État de propreté du site

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6
Thème(s) : Élevage, Dispositions générales
Prescription contrôlée : <i>L'ensemble des installations et leurs abords, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté.</i>
Constats : globalement conforme
Observations : Absence globale d'encombrant sur le site. Il est à noter que l'aire de dépotage au pied de la fosse de stockage du lisier était boueuse du fait des pluies abondantes des derniers jours.

N° 4 : Extincteurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13
Thème(s) : Élevage, Prévention des accidents et des pollutions – Dispositions constructives
Prescription contrôlée : <i>La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Ces moyens sont complétés :</i> — <i>s'il existe un stockage de fioul ou de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : « Ne pas se servir sur flamme gaz » ;</i> — <i>par la mise en place d'un extincteur portatif « dioxyde de carbone » de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques. Les vannes de barrage (gaz, fioul) ou de coupure (électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié. Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur.</i>
Constats : conforme
Observations : Présence d'un nombre d'extincteurs dépassant largement le nombre exigé en ICPE (exigence de l'assureur).

N° 5 : Fiches de données sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 9 et 14
Thème(s) : Élevage, Prévention des accidents et des pollutions – Généralités
Prescription contrôlée : <i>Documents permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité</i>
Constats : conforme
Observations : Les fiches de données de sécurité sont présentes dans un classeur.

N° 6 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14
Thème(s) : Élevage, Prévention des accidents et des pollutions – Dispositif de prévention
Prescription contrôlée : <i>Les installations électriques sont conçues et construites conformément aux règlements et aux normes applicables.</i> <i>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul) sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires.</i> <i>Les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques et techniques et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, dans un registre des risques.</i>
Constats : non conforme
Observations : La dernière vérification des installations électriques date de plus d'un an. Un nouveau contrôle a cependant été programmé par l'exploitant avant la fin de l'année (rapport de vérification à envoyer à l'inspection).
Type de suites proposées : Susceptible de suite

N° 7 : Plan des zones à risque d'incendie et d'explosion

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 8 et 14
Thème(s) : Élevage, Prévention des accidents et des pollutions – Généralités
Prescription contrôlée : <i>Un plan des zones à risque d'incendie ou d'explosion recensées par l'exploitant est tenu à disposition.</i>
Constats : globalement conforme
Observations : Un plan (photographie aérienne) annoté et légendé est affiché dans le bureau

N° 8 : Devenir des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 26
Thème(s) : Élevage, Émissions dans l'eau et dans les sols – Épandage
Prescription contrôlée : <i>Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux effluents aboutissant à des produits normés ou homologués.</i> <i>Tout rejet d'effluents d'élevage non traités dans les eaux superficielles douces ou marines est interdit. L'épandage sur des terres agricoles des effluents d'élevage, bruts ou traités, est soumis à la production d'un plan d'épandage, dans les conditions prévues aux articles 27-1 à 27-5. Les effluents bruts d'élevage peuvent notamment être traités :</i> <i>— dans une station de traitement dans les conditions prévues à l'article 28 ;</i> <i>— par compostage dans les conditions prévues à l'article 29 ;</i> <i>— sur un site spécialisé dans les conditions prévues à l'article 30 ;</i> <i>— pour les effluents peu chargés par une filière de gestion validée dans le cadre du programme de maîtrise des pollutions d'origine agricole (PMPOA).</i>
Constats : voir observations
Observations : Les modalités de gestion des effluents n'ont pas changé depuis la reprise par le nouvel exploitant. Le site dispose d'un plan d'épandage mis à jour en 2017. L'exploitant n'a pas de terre en propre. Le plan d'épandage prévoit que la totalité des effluents (lisier et fumier de porcs) soit reprise par trois agriculteurs.

N° 9 : Bordereaux de reprise d'effluent

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37
Thème(s) : Élevage, Épandage
Prescription contrôlée : [...] <i>Lorsque les effluents d'élevage sont épandus sur des parcelles mises à disposition par un prêteur de terres, un bordereau cosigné par l'exploitant et le prêteur de terre est référencé et joint au cahier d'épandage. Ce bordereau est établi au plus tard à la fin du chantier d'épandage. Il comporte l'identification des surfaces réceptrices, les volumes d'effluents d'élevage et des matières issues de leur traitement épandus et les quantités d'azote correspondantes.</i> <i>En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, l'établissement des bordereaux d'échanges et du cahier d'enregistrement définis au IV de l'annexe I de l'arrêté du 19 décembre 2011 susvisé est considéré remplir les obligations définies au présent article, à condition que le cahier d'épandage soit complété pour chaque îlot cultural par les informations 2, 7 et 8 ci-dessus.</i>
Constats : conforme
Observations : La copie des bordereaux renseignés par les repreneurs a été mise à disposition de l'inspection par l'exploitant. Les repreneurs sont susceptibles d'être contrôlés au titre des ICPE afin de vérifier le respect par ces agriculteurs des règles d'épandage ICPE et zones vulnérables (tenue annuelle d'un plan prévisionnel de fumure et d'un cahier d'enregistrement des pratiques d'épandage).

N° 10 : MTD n°5: prélèvement d'eau- enregistrement consommation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 41
Thème(s) : Élevage, IED – Meilleures techniques disponibles (MTD)
Prescription contrôlée : <i>Enregistrements permettant de suivre la consommation annuelle d'eau distribuée par le réseau et depuis les prélèvements.</i>
Constats : conforme
Observations : Les consommations d'eau et d'électricité sont enregistrées

N° 19 : MTD n°8 : efficacité énergétique IED : enregistrement consommation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 41
Thème(s) : Élevage, IED – Meilleures techniques disponibles (MTD)
Prescription contrôlée : <i>Enregistrements permettant de suivre la consommation annuelle d'électricité et/ou de gaz</i>
Constats : conforme
Observations : consommation enregistrée sur classeur

N° 11 : MTD n°16 : équipement de stockage IED - couverture fosse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 41
Thème(s) : Élevage, IED – Meilleures techniques disponibles (MTD)
Prescription contrôlée : <i>Couverture des fosses de stockage de lisier de porcins (couverture en plastique, couverture flottante : paille hachée, etc.)</i>
Constats : conforme
Observations : La fosse de stockage cylindrique externe a récemment été couverte.

N° 12 : Déclaration GEREP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45
Thème(s) : Élevage, IED – Déclaration des émissions industrielles
Prescription contrôlée : <i>L'exploitant déclare chaque année les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant de chaque bâtiment d'hébergement et pour chaque catégorie animale sur le site internet mis à disposition pour le registre des émissions de polluants et des déchets dans les modalités prévues par l'arrêté du 31 janvier 2008 susvisé. [...]</i>
Constats : conforme
Observations : déclaration GEREP pour 2022 faite par un organisme externe.

